CLUB CONVAINCRE DU RHONE

Objet : Newsletter Europe N° 92 du 23 novembre 2026

Plan de relance européen pour répondre à la crise du Covid de 2019/2020

Adopté en juillet 2020 à la suite de la pandémie de Covid-19, le plan de relance européen NextGenerationEU visait à soutenir la reprise économique tout en accélérant les transitions écologique et numérique. Doté initialement de 750 milliards d'euros (806,9 milliards en prix courant), il repose sur une innovation majeure : un emprunt commun contracté par la Commission européenne au nom de l'Union européenne. Son principal instrument est la Facilité pour la reprise et la résilience (FRR), qui représente 573 milliards d'euros sous forme de subventions et de prêts. D'autres programmes complètent le dispositif, notamment REACT-EU, InvestEU ou le Fonds pour une transition juste.

Des financements conditionnés à des réformes et chaque État membre a dû présenter un plan national pour la reprise et la résilience détaillant ses réformes et investissements. Au moins 37 % des dépenses devaient soutenir les objectifs climatiques et 20 % la transition numérique. Les versements étaient effectués progressivement, après vérification de l'atteinte d'objectifs précis. L'Italie (194,4 milliards d'euros) et l'Espagne (101,4 milliards) figurent parmi les principaux bénéficiaires. La France a reçu 40,3 milliards d'euros de subventions. À partir de 2023, le programme REPowerEU a renforcé le soutien à l'indépendance énergétique européenne.

Une mise en œuvre bientôt achevée dont la phase opérationnelle du plan s'achève en 2026. Les derniers objectifs devaient être atteints avant fin août 2026 et les derniers versements effectués avant le 31 décembre 2026. Le financement du plan a nécessité l'adoption du budget européen, sa ratification par les 27 États membres et la levée de fonds sur les marchés financiers à partir de juin 2021. Le remboursement de cette dette commune débutera en 2028 et s'étalera jusqu'en 2058, notamment grâce à de nouvelles ressources budgétaires européennes.
Source : *Tout l'Europe du 19 novembre 2026*



Ukraine : Un soutien européen renforcé mais incomplet

À Dublin, Ursula von der Leyen et António Costa ont réaffirmé le soutien de l'Union européenne à l'Ukraine. La Commission présentera avant le Conseil européen de novembre une proposition visant à combler le déficit budgétaire ukrainien de 70 milliards d'euros en 2027, ainsi qu'un 22e paquet de sanctions contre la Russie. Pour l'hiver, l'UE mobilise 500 générateurs, des équipements d'urgence, quatre ponts flottants fournis par la Norvège et 200 autobus. L'objectif est d'aider la population face aux destructions des infrastructures énergétiques causées par les frappes russes. Toutefois, l'absence de transfert de systèmes Patriot reste un point faible, alors que ces équipements sont jugés essentiels pour intercepter les missiles balistiques russes.

La Commission européenne a vivement réagi après les déclarations de Volodymyr Zelensky concernant de nouvelles restrictions imposées au système satellitaire militaire Starshield. Selon le président ukrainien, la réduction des capacités du service limite l'efficacité de la défense contre les drones russes Shahid et risque d'augmenter les pertes civiles. Bruxelles juge ces perturbations « préoccupantes » et demande aux États-Unis ainsi qu'à Elon Musk de garantir un accès stable à Starshield afin de maintenir les communications militaires ukrainiennes et la protection du territoire.

Vers une Europe plus unie et un financement durable, ainsi Emmanuel Macron a plaidé pour une « Europe large » associant l'UE, le Royaume-Uni, la Norvège, l'Ukraine, la Moldavie et l'Arménie afin de renforcer la sécurité européenne face à la Russie. Parallèlement, 70 eurodéputés demandent l'utilisation des plus de 200 milliards d'euros d'avoirs russes gelés dans l'UE pour financer l'Ukraine. Selon eux, ces fonds permettraient de couvrir les besoins du pays jusqu'en 2029 et de garantir un soutien durable malgré les aléas politiques européens et américains.
Source : *La Matinale Européenne du 13 novembre 2026*

Conseil européen les 26 et 27 novembre 2026

Les 27 chefs d'État et de gouvernement européens se retrouveront pour un Conseil européen extraordinaire, l'avant-dernier de l'année. Le premier sujet à l'ordre du jour sera la désignation du successeur de Christine Lagarde à la tête de la Banque centrale européenne. Le Conseil, réuni en format zone euro, doit s'accorder sur un nom après l'annonce de son départ anticipé prévu le 7 février 2027. Ce choix devrait s'accompagner de deux autres nominations : celle du nouveau chef économiste et celle d'un nouveau membre du directoire, appelé à remplacer Isabel Schnabel. Deux candidats sont en lice pour la présidence : le Néerlandais Klaas Knot et l'Espagnol Pablo Hernández de Cos. La France et l'Allemagne se répartiraient les deux autres postes : Paris obtiendrait le siège au directoire avec Laurence Boone et Berlin celui d'économiste en chef avec Markus Brunnermeier. Dans ce schéma, la présidence reviendrait selon toute vraisemblance à l'Espagnol Pablo Hernández de Cos.

L'autre sujet de discussion portera sur le prochain cadre financier pluriannuel et le financement de l'Ukraine pour 2027. Le président du Conseil européen cherche à obtenir un accord d'ici la fin de l'année sur le prochain budget. À cette fin, il a proposé de nouvelles économies d'environ 200 milliards d'euros par rapport à la proposition initiale de la Commission. Les contributeurs nets, dont l'Allemagne et les Pays-Bas, considèrent ces coupes insuffisantes et mal ciblées, alors que la proposition réduit d'environ 16 % le budget consacré à la compétitivité, à l'innovation et à la sécurité, et de 5 % celui consacré à l'agriculture et à la cohésion. Pour réduire la contribution des États, le président du Conseil européen a également proposé la mise en place d'une taxe sur les entreprises du numérique. Plusieurs députés européens se sont exprimés pour saluer l'effort de recherche de nouvelles ressources propres.
Source : *Mouvement européen du 23 novembre 2026*

